

# Grandeur et misère de l'écologie politique

Jean-Marie Harribey

29 mai 2019

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2019/05/29/grandeur-et-misere-de-l-ecologie-politique>

Le bon score des Verts à l'élection du parlement européen, notamment en France et en Allemagne, a été commenté comme signifiant la prise de conscience croissante par les électeurs de la crise écologique, notamment du réchauffement du climat et de la forte diminution de la biodiversité. Tandis que l'émiettement et l'effondrement des partis de gauche laissent accroire que l'ancien clivage gauche/droite fondé sur une sociologie de classes est en voie d'extinction. Certains responsables écologistes s'essaient même à théoriser cet effacement au profit de l'écologie qui, désormais, surplomberait tout le reste, c'est-à-dire le social.

## La transcendance, une idée fausse

David Cormand, secrétaire national des Verts, énonce ainsi cette thèse : « La gauche d'inspiration marxiste telle qu'elle s'est épanouie depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle est "incomplète" théoriquement et idéologiquement pour répondre aux ravages causés par le modèle de développement. En ayant omis la question écologique, la pensée marxiste a fait deux concessions décisives au capitalisme : l'acceptation du productivisme et la valorisation de la consommation comme moyen d'émancipation. Le temps de l'écologie est venu. La critique sociale du capitalisme est fondamentale, mais l'argument écologique dans la critique des conséquences de la révolution industrielle est essentiel. L'enjeu à venir est de revoir radicalement notre relation à la production et à la consommation. C'est en cela que la pensée écologiste n'est non seulement pas supplétive de la gauche hégémonique du siècle et demi qui vient de s'écouler, mais elle l'englobe et la transcende. »<sup>1</sup>

Yannick Jadot confirme que « le temps est venu que l'écologie soit la matrice qui réorganise l'économie et qui réorganise le social »<sup>2</sup>. Et Jérôme Gleizes résume le tout par : « la question écologique transcende la question sociale »<sup>3</sup>.

On restera discret à propos de l'affirmation de Cormand selon laquelle le marxisme aurait conçu l'émancipation par « la valorisation de la consommation », tellement elle frise l'inculture ou la *fake news*. Une telle grossièreté de l'analyse laisse pantois. Plus sérieusement, la question de l'intégration de l'écologie dans le combat émancipateur mérite d'être interrogée. Il est vrai que le mouvement politique qui s'est réclamé de Marx pendant tout le XX<sup>e</sup> siècle a globalement ignoré l'écologie, au motif que tout relevait des rapports sociaux de production et que la transformation de la société se résumait à la destruction du capitalisme. Autrement dit, que la question sociale submergeait tout. Faut-il alors simplement inverser les termes du problème parce que l'écologie « transcenderait » le social ? Avant même de regarder du côté de la théorie, la mobilisation sociale des Gilets jaunes au cours des six derniers mois en France a répondu à sa manière : l'écologie au détriment du social est une impasse.

Je soutiens que cette idée de transcendance contient en elle l'idée d'une hiérarchie théorique, stratégique et politique et que cette hiérarchie condamne 1) à ne pas comprendre ce

---

<sup>1</sup> D. Cormand, « Tout doit changer », Blog Médiapart, 27 mai 2019, <https://blogs.mediapart.fr/david-cormand/blog/270519/tout-doit-changer>.

<sup>2</sup> Cité par S. de Royer dans *Le Monde*, 28 mai 2019.

<sup>3</sup> J. Gleizes, « De l'urgence écologique à la réponse politique », *Politix*, n° 1555, 30 mai 2019.

qu'est le capitalisme, 2) à exprimer sans le dire l'intérêt des classes moyennes les plus favorisées, et 3) finalement, à échouer comme les révolutions du XX<sup>e</sup> siècle ont échoué. Ces dernières ont cru qu'il suffisait de changer la propriété privée en propriété publique et que le pouvoir des travailleurs se substituerait automatiquement à celui des capitalistes, sans s'interroger sur le contenu de la production. Les écologistes galvanisés par leur succès aux élections nous racontent la fable inverse : parce que l'écologie surplomberait le social, l'affaire de l'émancipation serait résolue.

Or, cette affaire mérite mieux qu'une nouvelle simplification mystificatrice. Premièrement, si la société est certes insérée dans la planète Terre et ses écosystèmes, et non pas l'inverse, cela n'implique pas que l'évolution humaine n'ait aucune autonomie de cheminement. À ce propos, certains théoriciens pionniers de la réflexion écologique ont pu estimer que le rapport de l'Homme à la nature devait être considéré comme une co-évolution<sup>4</sup>. Beaucoup disent aujourd'hui que l'écologie ne peut aller sans le social et vice versa. Mais cette maxime simple ne peut se concrétiser si, dans le même temps, il est implicitement, sinon explicitement, affirmé que le capitalisme pourrait fort bien intégrer la préoccupation écologique, au moyen qui de taxes, qui d'échanges de droits à polluer, globalement grâce à des mécanismes de marché, le rôle de la régulation politique se limitant à vérifier le respect de la concurrence. Le concept d'écologie de marché<sup>5</sup> est aujourd'hui mis en avant sans détour. Il peut en exister une version se présentant sous les meilleurs auspices comme le « Green New Deal », la « Nouvelle donne », ou une version moins propre comme l'écoblanchiment ou « greenwashing ».

### **L'écologie peut-elle se couler dans le capitalisme ?**

Au-delà des problèmes sémantiques, on ne peut pas ignorer que la dynamique de l'accumulation du capital est dirigée par le profit à court terme, alors que la temporalité des évolutions naturelles relève du très long terme. Il y a là une incompatibilité de fond entre capitalisme et écologie. La vision de court terme est encore aggravée par la phase actuelle du capitalisme, dominée par la finance mondiale. Ainsi, les banquiers développent aujourd'hui de nombreux mécanismes financiers qualifiés de verts, mais qui visent essentiellement à transformer les biens naturels en supports de nouveaux titres financiers pour « assurer » les placements à risques ou pour « compenser » les dégradations environnementales.<sup>6</sup>

Tout le monde s'accorde à dire que des centaines de milliards d'euros devront être mobilisés pour financer les investissements de transition (énergie, transports, infrastructures, urbanisme...). Une politique monétaire entièrement nouvelle sera donc nécessaire pour affecter la création de monnaie à ces investissements. Cela signifie une rupture par rapport à l'indépendance des banques centrales et un contrôle social des banques. Autrement dit, une politique écologique retrouvera sur son chemin la question de la propriété des institutions bancaires et des grandes entreprises stratégiques.<sup>7</sup> Se contenter de modifier le régime de propriété conduit à l'échec mais ignorer cela serait également une erreur capitale.

Il est donc normal de s'interroger sur les alliances que noueront les nouveaux écologistes élus au parlement européen. Le passé n'invite pas trop à l'euphorie, c'est le moins qu'on puisse dire. D'une part, les « écologistes-compatibles-centre droit » ont toujours été nombreux au sein de cette institution. D'autre part, les politiques écologiques de l'Union

---

<sup>4</sup> Par exemple, René Passet, *L'économie et le vivant*, Payot, 1979, 2<sup>e</sup> éd. Economica, 1996. Pour une présentation : J.-M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, L'Harmattan, 1997.

<sup>5</sup> Paul Hawken, « *L'écologie de marché ou l'économie quand tout le monde gagne* », Éd. Le Souffle d'or, 1997.

<sup>6</sup> J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, LLL, 2013.

<sup>7</sup> J.-M. Harribey, « Comment financer la transition écologique ? Contribution pour des temps qui s'annoncent chauds », Note pour les Économistes atterrés, octobre 2018, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/soutenabilite/arlesienne-financement.pdf>.

européenne sont notoirement insuffisantes, en particulier sur le plan de la politique agricole commune et sur celui de lutte contre le réchauffement du climat.

Plutôt que croire à une « transcendance » du social par l'écologie, il vaudrait mieux travailler à leur fécondation mutuelle. Au moins deux raisons fondamentales plaident en ce sens. D'abord, la destruction des écosystèmes est une figure datée dans l'histoire humaine : elle est concomitante de la généralisation des rapports sociaux capitalistes dans le monde. La question écologique ne surplombe donc pas et ne détermine pas ces rapports. Elle ne peut donc ni se substituer à la transformation de ceux-ci ni les placer en second. Et répétons que l'on peut et doit inverser aussitôt l'affirmation. Je dis souvent que sans l'exploitation de la force de travail, l'exploitation de la nature ne pourrait se faire à grande échelle, et que sans l'exploitation de la nature, celle de la force de travail n'aurait pas de base matérielle.

Ensuite, ignorer cette interaction – cette dialectique pourrait-on dire si l'on ne craignait pas d'effaroucher les écologistes qui croient en un marxisme n'existant que dans leurs fantasmes libéraux – empêcherait de réfléchir aux forces sociales qui porteront la transformation socio-écologique de la société. Or, là est le nœud crucial. Il faut reconnaître que les forces sociales émanant du salariat sont aujourd'hui frappées de plein fouet par la crise du capitalisme et que les organisations traditionnelles, syndicales et politiques, ne réussissent plus à mobiliser un salariat éclaté et paupérisé. Mais, du côté des forces écologistes, une avancée électorale pourrait être l'arbre qui cache la forêt : qu'est-ce qui garantit que la prise de conscience écologique ne reste pas confinée à une fraction étroite de la société, celle qui finalement souffre le moins de la restructuration capitaliste ? Si, malheureusement, c'était le cas, la « transcendance » du social par l'écologie ne serait qu'un cache-misère, alors que – et c'est sa grandeur – l'écologie politique joue son rôle éminent en portant haut l'aspiration à un mode de vie soutenable.<sup>8</sup> Mais la soutenabilité se définit à la fois socialement et écologiquement.

---

<sup>8</sup> En 2005, dans un article « La misère de l'écologie », *Cosmopolitiques, Cahiers théoriques pour l'écologie*, n° 10, septembre 2005, p. 151-158, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/misere-ecologie.pdf>, je montrais que le refus par les écologistes les plus éminents des catégories de la critique de l'économie politique les condamnait à dériver vers la théorie néoclassique.